

la sécu, c'est



vital

EMISE LE 03/2004

Ensemble,  
gagnons  
une sécu solidaire

# Ensemble le 5 juin pour une sécu solidaire

## *La sécu : un véritable défi, un véritable enjeu de société*

### **Défi : la santé de tous.**

La santé est un droit fondamental.

Il y a urgence, en lien avec l'action résolue pour l'emploi et des conditions de travail satisfaisantes, à construire une véritable politique de santé qui privilégie la prévention et la promotion de la santé.

### **Défi : la solidarité pour l'accès aux soins pour tous.**

Le système de sécurité sociale français est fondé sur la solidarité : chacun cotise selon ses moyens et chacun reçoit selon ses besoins de santé.

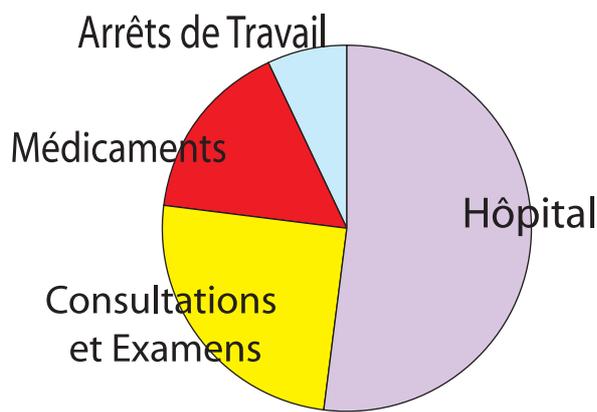
Ce système a permis d'étendre la protection sociale à l'ensemble de la population. Il a fait progresser la santé, reculer la maladie et la mortalité.

Il a permis l'allongement positif de la durée de vie, créant ainsi de nouveaux besoins. Le développement des maladies chroniques, la dépendance, les nouvelles pathologies, le développement de la recherche et des nouvelles technologies sont autant de défis à relever.

En France de trop nombreuses inégalités de santé existent encore, le renoncement aux soins se développe, les conditions de travail ont des conséquences dramatiques sur la santé des salariés (amiante, cancers professionnels, stress, etc.)

*Grâce à la solidarité, 5% des assurés sociaux touchés par des maladies lourdes et invalidantes bénéficient d'une couverture représentant 50% des dépenses « assurance maladie ».*

Répartition des dépenses assurance maladie :



### **Défi : des recettes nouvelles pour la sécu.**

Pour répondre à tous ces besoins la question du niveau des richesses créées à consacrer à la santé est incontournable.

La Cgt propose un financement juste, solidaire, favorable à l'emploi en réformant les cotisations patronales pour qu'elle repose sur l'intégralité des richesses créées dans les entreprises et en mettant à contribution leurs placements financiers.

# Les mesures proposées par le gouvernement répondent-elles à ces défis ?

## N O N !

### **Ces mesures sont inéquitables et injustes socialement.**

*La Csg est financée à 88% par les salariés et les retraités. L'augmenter c'est encore augmenter l'injustice sociale.*

C'est une fois encore aux mêmes que les efforts sont demandés :

- aux assurés sociaux : 1 euro par consultation soit + 5%,
- aux retraités imposables : + 0,4% d'augmentation de la contribution à la CSG.

Par contre, pour les entreprises, l'effort demandé est de + 0,03% sur les cotisations de sécurité sociale des sociétés (CSSS).

Mais les exonérations de cotisations patronales représentent 19,6 milliards d'euros, les dettes patronales sont de 2 milliards d'euros par an.

Par ailleurs l'Etat doit à la sécu 2,3 milliards d'euros et a encaissé l'augmentation des taxes sur le tabac et l'alcool, qui devaient aller à la sécu, soit 10 milliards d'euros.

### **Ces mesures s'attaquent aux bases de solidarité de notre système de sécu.**

*Abus de l'utilisation de la carte vitale : FAUX ! D'après la sécu 1 cas sur 100 000 serait abusif.*

Aujourd'hui on nous propose un forfait d'1 euro par consultation. Demain, combien ? Prenons l'exemple du forfait hospitalier dont une nouvelle augmentation est annoncée. C'est la porte ouverte au chacun pour soi en fonction de ses moyens financiers pour couvrir ses besoins de santé.

### **Ces mesures sont culpabilisantes.**

*Abus sur les arrêts de travail : FAUX ! D'après la sécu seulement 6% des arrêts maladie seraient considérés comme abusifs.*

Elles pointent du doigt les malades et en particulier les plus fragiles et les plus démunis.

### **Ces mesures sont inefficaces face aux vrais défis de la réponse aux besoins grandissant de santé et à leur financement.**

- Pour améliorer la prise en charge par la sécu,
- Pour le respect des valeurs de solidarité,
- Pour une véritable politique de santé publique et l'amélioration de l'hôpital public,
- Pour un financement juste, solidaire, favorable à l'emploi,
- Pour rendre aux salariés la maîtrise de leur sécurité sociale par l'élection de leurs administrateurs.

***Faisons du 5 juin 2004 une étape de fortes mobilisations, de manifestations partout en France pour répondre aux défis de la santé***